

LES FAITS MARQUANTS DE LA RIG-2 SUR LE PAM: JEUDI 19 OCTOBRE 2006

Le segment de haut niveau de la RIG-2 sur le PAM a débuté jeudi et les délégués y ont entendu les déclarations liminaires, ainsi que les rapports des groupes de travail de lundi sur la mise en œuvre en action, des ateliers de mardi sur les partenariats et des travaux de la plénière de mercredi sur l'élaboration d'un programme commun. L'après-midi, les ministres et autres responsables de haut rang se sont engagés dans neuf débats de tables rondes consacrés à l'importance des océans, des littoraux et des îles et de leurs lignes de partage des eaux connexes et à la perspective à venir.

SEGMENT MINISTERIEL DE HAUT NIVEAU

DECLARATIONS LIMINAIRES: Le président Zhou Shengxian, ministre de l'Administration étatique chargée de la protection environnementale (SEPA), Chine, a mis en relief les échanges d'expériences et les progrès accomplis ces trois derniers jours.

Soulignant l'importance de la coopération internationale dans les efforts visant à protéger le milieu marin, Hua Jianmin, Conseiller d'Etat, Conseil d'Etat, Chine, a souligné que la croissance économique rapide conduit à une augmentation du dommage infligé aux ressources marines. Il a indiqué que la communauté internationale a reconnu l'importance de la protection du milieu marin, à travers l'adoption du PAM ainsi que des Conventions sur les mers régionales. Il a donné un aperçu des efforts fournis par la Chine dans le domaine de la protection du milieu marin, y compris l'adoption d'Action 21 de la Chine, mais a précisé que la situation environnementale de son pays est encore "grise" et que le milieu marin s'y trouve confronté à une pression sans précédent. Il a souligné que son gouvernement s'efforcera d'établir une société respectueuse de l'environnement et qu'il fournira des efforts pour la prévention de la pollution du haut des collines jusqu'aux océans. Il a exprimé l'espoir de voir d'autres pays continuer à soutenir la Chine dans ses efforts visant à promouvoir le développement durable et a appelé les pays à travailler main dans la main pour la protection de "notre foyer bleu commun."

Achim Steiner, directeur exécutif du PNUE, a rappelé que les origines du PAM se trouvent dans l'étude scientifique qui a conduit à la compréhension du lien entre les activités terrestres et le milieu marin, et a fait état des progrès accomplis depuis l'adoption du PAM en 1995. Evoquant le récent lancement du rapport "Etat du milieu marin: Evolution et processus," il a souligné les réductions opérées dans la pollution due aux déchets pétroliers et aux déchets radioactifs, mais également l'augmentation continue enregistrée dans plusieurs polluants parmi les neuf identifiés par le PAM, en particulier les nutriments chimiques et les eaux usées. Il a souligné que plus de 50 pays ont élaboré un plan d'action national (PAN), plusieurs d'entre eux menant des activités de conservation et de mise en valeur des mangroves et augmentant leur budget consacré au PAM. Steiner a mis en relief le financement des activités du

PAM par le Fonds mondial pour l'environnement (FEM) et a accueilli avec satisfaction la collaboration du secteur privé, notamment celle de l'Association internationale des ports, dans les efforts visant à protéger le milieu marin. Soulignant que la croissance économique rapide de la Chine est considérée avec fascination et préoccupation, il a indiqué que les efforts chinois pour la protection environnementale donneront au reste du monde l'espoir de réaliser le développement durable. Il a souligné la nécessité de rattacher le PAM à l'ordre du jour mondial, tel que la cible consistant à réduire de manière significative l'érosion de la biodiversité à l'horizon 2010. Steiner a exprimé l'espoir de voir l'Assemblée Générale des Nations Unies adopter un moratoire sur le chalutage en haute mer, en novembre 2006, et a fait part de l'engagement continu du PNUE à administrer le Bureau de coordination du PAM.

RAPPORTS DES TRAVAUX DES JOURNEES 1 A 3:

Mathripala Sirisena, ministre de l'environnement, Sri Lanka, a présenté un rapport sur les travaux de la première journée de la RIG-2 qui étaient axés sur l'intégration du PAM dans la planification du développement national, sur le financement de la mise en œuvre du PAM et sur le renforcement des dispositions législatives et institutionnelles. Il a indiqué que les délégués y ont souligné l'importance, entre autres: de l'implication du secteur privé; du renforcement des capacités; de l'intégration des considérations touchant au PAM et à l'environnement à tous les niveaux du gouvernement; des échanges d'expériences; des technologies innovantes; des solutions économiques; des programmes de gestion communautaires; et de l'engagement avec les donateurs multilatéraux et les banques régionales de développement.

Ian Campbell, ministre de l'environnement et du patrimoine, Australie, a présenté le rapport sur les travaux de la deuxième journée de la réunion, qui étaient axés sur le thème des partenariats. Il a fait l'éloge du PAM et des parties pour les progrès accomplis, faisant remarquer toutefois que beaucoup reste encore à faire dans le cadre de la lutte contre les effets combinés de la pollution, de la surpêche, de la destruction des habitats marins et des changements climatiques. Plaidant en faveur de l'approche écosystémique, Campbell a déclaré que les partenariats solides et ciblés sont cruciaux pour la réussite de la mise en œuvre du PAM, soulignant la nécessité d'un leadership et d'une assignation sans ambiguïté de tâches précises aux partenaires. Il a indiqué que la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) et la gestion intégrée des littoraux connaissent davantage de réussite lorsque l'ensemble des groupes concernés sont engagés et que le PAM est un mécanisme souple approprié pour le traitement des problèmes mondiaux qui exigent des réponses locales.

Rejoice Mabudhafi, ministre des affaires environnementales et du tourisme, Afrique du sud, et vice-président de la RIG-2, a présenté une synthèse des travaux de la troisième journée de la réunion, qui étaient consacrés à la progression du PAM et à la perspective à venir. Elle a indiqué que les travaux se sont concentrés sur l'élaboration d'un programme commun, notamment à travers l'alignement du PAM sur les divers accords internationaux pertinents et le renforcement du rôle facilitateur du PAM, et a soul-

igné que les progrès dépendent de la fermeté de la détermination des gouvernements nationaux. Elle a indiqué que les délégués y ont donné un aperçu des avancées réalisées à l'échelon national, certains d'entre eux suggérant des voies et moyens de renforcer la mise en œuvre et identifiant les eaux usées comme principal problème à résoudre, et d'autres, appelant: à un financement soutenu; à une plus grande concentration sur le renforcement des capacités et l'appui technologique; à une collaboration entre les parties prenantes, à tous les niveaux; et, à la coordination entre les niveaux mondial, régional et national. Elle a indiqué aussi que les délégués ont soutenu l'idée de tenir des séminaires régionaux additionnels, de mettre en place des projets pilotes et de partager les leçons apprises.

Au sujet des orientations pour la période 2006-2011, Mabudafhasi a précisé que les délégués ont déclaré accorder une grande valeur à la souplesse du PAM et à sa capacité de répondre aux besoins émergents, tout en part de leur satisfaction quant aux orientations présentées, en particulier, les conseils pratiques concernant: la mise en application de l'approche écosystemique; les interactions sud-sud et la collaboration avec les ONG; les liens avec les programmes sociaux; et, les voies et moyens de traiter les modes non viables de production et de consommation. Elle a fait état des appels lancés en faveur de financements supplémentaires, d'une formation en matière de gestion, d'une assistance technique et de la mise en place de correspondants des PEID au sein du PNUE.

Au sujet du programme de travail proposé du Bureau de coordination du PAM, l'oratrice a mis en exergue l'appel des délégués à un accroissement: du niveau de détails; de l'accent placé sur la coopération sud-sud; de la concentration sur la détermination de manières créatrices de levée de fonds; et de la collaboration avec les accords environnementaux multilatéraux (AEM).

Au sujet du projet de Déclaration de Pékin, elle a indiqué que les délégués ont décidé de faire en sorte que le résultat soit un document bref, tourné vers l'action et axé sur des solutions pratiques, et a mis en exergue les appels lancés en faveur du renforcement: de l'action régionale; des ressources financières; de la participation des autorités locales et de la société civile; et de l'intégration de la GIRE dans les PAN.

Le partie restante de la session du matin a été présidée par le vice-président Ferguson Theophilus John (Sainte Lucie).

Awni Behnam, Institut international pour les océans, parlant au nom des parties prenantes et autres principaux groupes, a exprimé sa gratitude au Bureau de coordination du PAM et au président du Groupe de travail pour avoir permis aux parties prenantes d'apporter leur contribution à l'élaboration de la Déclaration de Pékin. Behnam a souligné le rôle vital que les parties prenantes peuvent jouer pour faire évoluer les choses, à travers les partenariats, en fournissant le leadership par l'exemple et en promouvant les approches communautaires. Il a mis en garde contre la procrastination et a appelé à la générosité des donateurs, à des attitudes participatives, à la concrétisation des engagements pris et à la promotion de la formation et de la sensibilisation. Il a demandé que la soumission des parties prenantes soit annexée au rapport de la RIG-2.

Zhaoqian Li, maire de la Ville de Rizhao, Chine, a expliqué que l'économie circulaire est un concept pratique mis en application dans sa ville côtière et qui a été désigné modèle national d'économie circulaire par la SEPA. Il a fourni un descriptif détaillé des étapes progressives de l'économie circulaire et a donné des exemples de projets réussis, tel que ceux de la récupération des cendres des centrales électriques et des eaux usées des usines de papier et de l'utilisation de l'énergie solaire. Il a parlé des méthodes utilisées pour l'amélioration de la prise de conscience à l'égard de l'économie circulaire et des voies et moyens de promouvoir le sens des responsabilités chez les entrepreneurs, les responsables locaux et le grand public.

DÉBAT MINISTERIEL SUR L'IMPORTANCE DES Océans, DES Littoraux ET DES Îles ET DES Lignes DE PARTAGES DES EAUX QUI Y SONT ASSOCIÉES ET SUR LA PERSPECTIVE A VENIR: Cette session de l'après-midi était présidée par le vice-président John. Stefan Wallin, secrétaire d'Etat chargé de l'environnement, Finlande, qui a déclaré qu'en dépit des accomplissements importants, beaucoup reste à

faire pour améliorer la mise en œuvre du PAM. Il a souligné la nécessité: de fusionner le développement durable et la conservation de la biodiversité, en utilisant l'approche écosystemique; des échanges d'expériences, des mesures et des politiques, en tenant compte des situations particulières des différents pays; de rendre les PAN plus efficaces par la détermination et l'utilisation d'indicateurs de performance; d'améliorer la coopération intersectorielle; et d'encourager les secteurs à prendre leurs responsabilités. Il a également encouragé les Etats: à identifier des mesures de conservation et de développement et des mécanismes de financement innovants; à mettre en place des partenariats avec les différentes parties prenantes; à renforcer les capacités et les connaissances à travers la sensibilisation; à encourager et à harmoniser la recherche scientifique et la surveillance suivie et à divulguer les données qui en résultent; à développer, à élargir et à utiliser les synergies entre le PAM et d'autres organismes internationaux et AEM; à promouvoir l'engagement à long terme, à tous les niveaux; et à encourager d'autres pays à ratifier et à mettre en application les AEM pertinents.

Elizabeth Thompson, ministre de l'habitat, de l'aménagement du territoire et de l'environnement, Barbade, a souligné l'importance du milieu marin pour la culture et les moyens de vivre de la région des Caraïbes, mettant en relief les graves effets de la pollution marine et des changements climatiques. Elle a déclaré que l'éradication de la pauvreté et la promotion des communautés autochtones devraient être partie intégrante de la mise en œuvre du PAM. Faisant l'éloge des accomplissements du PAM, y compris les partenariats tels que ceux relatifs aux initiatives de l'eau blanche, à l'eau bleue et du haut des collines, aux océans, et de l'augmentation de l'implication de la FEM dans les projets basés sur les écosystèmes marins, elle: a appelé à un engagement financier accru de la part des gouvernements; a plaidé pour la mise en place de partenariats tournés vers les communautés; a demandé à l'industrie, à la société civile, aux ONG et aux institutions financières de relever le défi consistant à investir aux projets du PAN; a apporté son appui à l'idée de mettre en place un point focal pour les océans au sein du PNUE; et a encouragé l'ensemble des gouvernements à déterminer un point focal national pour la mise en œuvre du PAM.

Steiner, PNUE, a accueilli avec satisfaction la consultation ministérielle et son caractère informel. Il a déclaré que les responsables de haut niveau sont en première ligne des efforts visant à traduire les aspirations du PAM dans le réel et les a invités à délibérer, entre autres, sur les thèmes suivants: engendrer une volonté politique; s'inspirer des expériences passées; et identifier les principaux facteurs de la réussite des partenariats.

Une synthèse des débats de la table ronde sera présentée au segment de haut niveau, vendredi.

DANS LES COULOIRS

L'avant-dernière journée de la RIG-2 a vu se dérouler une session privée de table ronde qui a regroupé ministres et autres représentants de haut niveau. La forme donnée à l'événement, avec les chefs de délégations entassés autour de neuf tables réparties dans la salle de conférence principale, a semblé inhabituelle et a amené un participant à s'y référer comme étant le démarrage potentiel de "consultations style Pékin." Selon un témoin, le cadre correspondait à "quelque chose entre une session plénière officielle et un cocktail."

Bien qu'aucune interprétation n'ait été fournie, les ministres ont semblé satisfaits de la disposition. Elle a empêché de manière efficace la présentation des rapports nationaux certifiés, et leur a donné l'occasion rare d'une interaction détendue avec les pairs. A juger par les conversations animées observées, les discussions ont été utiles et ont complété, de manière soignée, une conférence dont la réussite semble être assurée.

COMPTE RENDU FINAL DU ENB: Le numéro final du *Earth Negotiations Bulletin* consacré au compte rendu final et analyse de la deuxième Réunion intergouvernementale chargée d'examiner la mise en œuvre du Programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres sera disponible en ligne dès le 23 octobre 2006 à: <http://www.iisd.ca/oceans/igr2/>